

REPÚBLICA DE



CABO VERDE

BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 32\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

O preço dos anúncios é de 10\$ a linha. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas ou com tabelas intercaladas no texto será o respectivo espaço acrescentado de 30%. Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

ASSINATURAS:

	Ano	Semestre
Para o País	1 000\$00	600\$00
Para países de expressão portuguesa...	1 500\$00	800\$00
Para outros países	1 800\$00	1 000\$00
AVULSO por cada duas páginas	4\$00	

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Todos os originais com destino ao Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional até às 16 horas da Quarta-feira de cada semana.

Os que o forem depois da data fixada fludarão para o número da semana seguinte.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo selo branco.

SUMÁRIO

CONSELHO DE MINISTROS:

Decreto n.º 44/83:

Aprova o Acordo de Empréstimo firmado entre a República de Cabo Verde e o Banco Árabe para o Desenvolvimento Económico em África, para o financiamento do projecto «Porto da Praia».

Decreto n.º 45/83:

Encerra a Embaixada de Cabo Verde na RDA.

Decreto n.º 46/83:

Fixa um subsídio ao escritor Aurélio Gonçalves;

Decreto n.º 47/83:

Cria o curso de técnicos auxiliares de administração;

GABINETE DO PRIMEIRO MINISTRO

Despacho n.º 32/83:

Criando uma pensão a favor dos familiares dos combatentes mortos durante a luta de libertação Nacional.

MINISTÉRIO DOS TRANSPORTES E COMUNICAÇÕES:

Despacho:

Delegando competência no Director-Geral dos Transportes Terrestres para resolução de vários assuntos.

Despacho:

Concedendo exclusivo à Imprensa Nacional para confecção de impressos a que se refere a Portaria n.º 26/83.

Gabinete do Primeiro Ministro:

Direcção-Geral da Função Pública.

Contas e balancetes diversos.

Avisos e anúncios oficiais.

Anúncios judiciais e outros.

CONSELHO DE MINISTROS

Decreto n.º 44/83

de 11 de Junho

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É aprovado o Acordo de Empréstimo firmado entre a República de Cabo Verde e o Banco Árabe para o Desenvolvimento Económico em África, para o financiamento do projecto Porto da Praia, o qual faz parte e vem anexo ao presente diploma.

Art. 2.º Este decreto entra imediatamente em vigor e o Acordo a que se refere o artigo anterior produzirá efeitos de conformidade com o que nele se estipula.

Pedro Pires — Osvaldo Lopes da Silva.

Promulgado em 3 de Junho de 1983.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

ACCORD DE PRÊT
(Projet de Port de PRAIA)
entre
LA REPUBLIQUE DU CAP VERT
et
LA BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE EN AFRIQUE
En date du 20 Avril 1983.

Accord de Prêt

Accord, en date du 20 Avril 1983 entre LA REPUBLIQUE DU CAP VERT (ci-après dénommée l'Emprunteur) et LA BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE (ci-après dénommée la BADEA).

ATTENDU QUE A) L'Emprunteur a demandé à la BADEA de contribuer au financement du Projet décrit dans l'Annexe «II» au présent Accord;

ATTENDU QUE B) L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (ci-après dénommée l'AID) a accepté de contribuer au financement du Projet et d'accorder à cette fin un prêt d'un montant équivalent à sept millions deux cent mille dollars (\$ 7 200 000) aux conditions stipulées dans un accord à conclure à cet effet;

ATTENDU QUE C) Le Gouvernement Portugais contribue au financement du Projet et a accordé à cette fin une subvention d'un montant équivalent à huit millions de dollars environ (\$ 8 000 000) aux conditions stipulées dans un accord conclu entre le Gouvernement du Portugal et l'Emprunteur;

ATTENDU QUE D) Le Gouvernement Norvégien a accepté de contribuer au financement du Projet et d'accorder à cette fin une subvention d'un montant équivalent à quatre millions de dollars environ (\$ 4 000 000) aux conditions stipulées dans un accord à conclure à cet effet;

ATTENDU QUE E) L'Emprunteur se propose de participer au financement du Projet et affectera à cet effet un montant équivalent à cinq cent mille dollars environ (\$ 500 000);

ATTENDU QUE F) L'Objectif de la BADEA est de promouvoir le développement économique des pays d'Afrique dans un esprit de solidarité et d'intérêt mutuel et de renforcer ainsi les liens qui unissent les Etats africains et la Nation arabe;

ATTENDU QUE G) La BADEA est convaincue de l'importance et de l'utilité dudit Projet pour le développement de l'économie de l'Emprunteur;

ATTENDU QUE H) La BADEA a accepté, compte tenu de ce qui précède, d'accorder à l'Emprunteur un prêt aux conditions stipulées dans le présent Accord;

PAR CES MOTIFS, les parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

Conditions Générales — Définitions

Section 1.01 Les parties au présent Accord acceptent toutes les dispositions des Conditions Générales des Accords de Prêt et de Garantie de la BADEA, ci-jointes, en date du 28 Octobre 1979 (ci-après dénommées les Conditions Générales), en leur reconnaissant la même force et les mêmes effets que si elles étaient incorporées au présent Accord.

Section 1.02 A moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes et expressions définis dans les Conditions Générales et dans le Préambule au présent Accord ont, chaque fois qu'ils sont employés dans le présent Accord, les significations figurant dans les Conditions Générales et dans ledit Préambule. En outre, les termes ci-après ont les significations suivantes:

- a) le terme «escudos» désigne la monnaie de l'Emprunteur;
- b) le terme «devises» désigne toute monnaie autre que l'escudos;
- c) le terme «MTC» désigne le Ministère des Transports et des Communications de l'Emprunteur; et
- d) le terme «ENAPOR» désigne l'Empresa Nacional de Administração dos Portos, entreprise nationale chargée de l'administration des ports de l'Emprunteur, créée par le décret loi n.º 58/82 du 19 Juin 1982.

ARTICLE II

Le prêt

Section 2.01 La BADEA accepte de prêter à l'Emprunteur, aux conditions stipulées ou visées dans le présent Accord, un montant de dix millions de dollars (\$ 10.000.000).

Section 2.02 Le montant du prêt peut être retiré du compte de Prêt au titre des dépenses effectuées, ou, si la BADEA y consent, des dépenses à effectuer, pour régler le coût raisonnable des biens et services nécessaires à l'exécution du Projet et qui doivent être financés au moyen du Prêt, tels qu'ils sont décrits dans l'Annexe «A» au présent Accord y compris les modifications qui pourraient être apportées à ladite Annexe d'un commun accord entre l'Emprunteur et la BADEA.

Section 2.03 A moins que la BADEA n'en convienne autrement, les biens et services nécessaires à l'exécution du Projet et financés au moyen du Prêt sont acquis conformément aux dispositions de l'Annexe «B» au présent Accord.

Section 2.04 La date de clôture est fixée au 30 Avril 1989 ou à toute autre date postérieure fixée par la BADEA et notifiée à l'Emprunteur dans les meilleurs délais.

Section 2.05 L'Emprunteur verse des intérêts aux taux de cinq pour cent (5%) l'an sur le montant du Prêt retiré et non encore remboursé.

Section 2.06 Les intérêts et commissions sont payables semestriellement le 15 Mai et le 15 Novembre de chaque année.

Section 2.07 L'Emprunteur rembourse le principal du Prêt conformément au tableau d'amortissement figurant à l'Annexe «B» au présent Accord.

ARTICLE III

Execution du Projet

Section 3.01 L'Emprunteur exécute le Projet et veille à ce que le Projet soit exécuté avec la diligence et l'efficacité voulues, selon des méthodes administratives, financières et techniques appropriées; il fournit, au fur et à mesure des besoins, les fonds, installations, services et autres ressources nécessaires à l'exécution du Projet.

Section 3.02 Pour l'exécution et la surveillance du Projet, l'Emprunteur s'assure et veille à ce que soient assurés les services d'experts et de consultants dont les qualifications, l'expérience, le mandat et les conditions d'emploi sont jugés satisfaisants par la BADEA.

Section 3.03 L'Emprunteur soumet à la BADEA, pour approbation, le Projet de programme d'exécution du Projet, ainsi que toutes modifications importantes qui pourraient y être ultérieurement apportées avec tous les détails que la BADEA peut demander.

Section 3.04 Outre les fonds du Prêt les fonds visés dans les Attendus (B), (C) et (D) du présent Accord, l'Emprunteur fournit, au fur et à mesure des besoins, tous les autres fonds nécessaires à l'exécution du Projet (y compris les fonds qui pourraient être nécessaires pour couvrir tout dépassement de coût par rapport au coût estimatif du Projet à la date de signature du présent Accord); tous ces fonds doivent être fournis à des conditions jugées satisfaisantes par la BADEA.

Section 3.05 L'Emprunteur assure ou veille à ce que soient assurés, tous les biens importés qui doivent être financés au moyen des fonds du Prêt auprès d'assureurs dignes de confiance. Ladite assurance couvre tous les risques que comportent l'acquisition, le transport et la livraison desdits biens jusqu'à leur lieu d'utilisation ou d'installation et pour tous montants conformes à l'usage commercial; toute indemnité due au titre de ladite assurance est payable en une monnaie librement utilisable par l'Emprunteur pour remplacer ou faire réparer lesdits biens.

Section 3.06 L'Emprunteur i) tient ou veille à ce que soient tenues les écritures nécessaires pour identifier les biens financés au moyen des fonds du Prêt et en justifier l'emploi dans le cadre du Projet, pour suivre l'avancement du Projet et son coût d'exécution et pour enregistrer de façon régulière, conformément aux principes comptables généralement admis, les opérations, les ressources et les dépenses, en ce qui concerne le Projet, des services et organismes de l'Emprunteur chargés de l'exécution de tout ou partie du Projet; ii) donne ou veille à ce que soient donnée aux représentants accrédités de la BADEA toute possibilité raisonnable d'effectuer des visites pour des fins se rapportant au Prêt et d'inspecter le Projet, les biens et tous documents et écritures y afférents; et iii) fournit ou veille à ce que soient

fournis à la BADEA tous renseignements que la BADEA peut raisonnablement demander en ce qui concerne le Projet et son coût d'exécution, les dépenses effectuées au moyen des fonds du Prêt et les biens financés au moyen desdits fonds.

Section 3.07 L'Emprunteur fournit ou veille à ce que soient fournis à la BADEA i) des rapports trimestriels dans un délai de 30 jours à compter de la fin de chaque trimestre sur l'exécution du Projet dont le contenu et les détails sont jugés satisfaisants par la BADEA; et ii) dans les six mois suivant l'achèvement du Projet, un rapport détaillé sur l'exécution et les premières activités du Projet, ses coûts et les avantages qui en découlent et en découleront, l'exécution par l'Emprunteur et la BADEA des obligations qui leur incombent respectivement au titre du présent Accord et la réalisation des objectifs du Prêt.

ARTICLE IV

Dispositions particulières

Section 4.01 L'Emprunteur s'engage à mettre à la disposition de l'ENAPOR, après l'achèvement du Projet, les travaux réalisés dans le cadre dudit Projet.

Section 4.02 L'Emprunteur veille à ce que l'ENAPOR exploite et entretienne ses installations, équipement, matériel et autres biens nécessaires ou utiles à ses opérations et procède, au fur et à mesure des besoins, à tous les renouvellements et réparations nécessaires, conformément aux méthodes techniques et financières appropriées et de façon à optimiser l'efficacité de l'ensemble des opérations de l'ENAPOR.

Section 4.03 L'Emprunteur veille à ce que l'ENAPOR gère ses affaires, maintienne sa situation financière, planifie son expansion future et conduise ses opérations conformément à des méthodes commerciales, administratives, financières et techniques appropriées, sous la supervision d'une direction compétente et expérimentée et avec le concours d'un personnel suffisant et qualifié.

Section 4.04 L'Emprunteur veille à ce que l'ENAPOR s'assure les services de personnel qualifié et expérimenté nécessaire à une exploitation et une gestion efficaces du Projet.

Section 4.05 L'Emprunteur fournit à la BADEA, aux fins de consultation, dans les douze mois suivant la signature du présent Accord, le projet de programme de formation professionnelle de l'ENAPOR.

Section 4.06 L'Emprunteur veille à ce que l'ENAPOR prenne et maintienne, auprès d'assureurs dignes de confiance, une assurance jugée acceptable par la BADEA pour couvrir tous les risques qui doivent être couverts selon l'usage commercial.

Section 4.07 L'Emprunteur informe la BADEA de toute mesure envisagée qui aurait pour effet de compromettre la nature ou la gestion de l'ENAPOR et donne à la BADEA toute possibilité raisonnable, avant que ne soit prise ladite mesure, de procéder à des échanges des vues avec l'Emprunteur à ce sujet.

Section 4.08 L'Emprunteur veille:

a) ce que soient tenus des comptes séparés pour le Projet;

b) à ce que l'ENAPOR tienne, conformément aux principes comptables généralement admis et appliqués systématiquement, les écritures nécessaires pour enregistrer ses opérations et sa situation financière; et.

c) à ce que i) les comptes et états financiers de l'ENAPOR (bilans, comptes d'exploitation et de profits et pertes et états y afférents), ainsi que les comptes séparés concernant le Projet, soient vérifiés chaque année, par des réviseurs-comptables indépendants de compétence reconnue, conformément aux principes de révision comptable généralement admis; ii) soient fournis à la BADEA, dans les meilleurs délais et, dans tous les cas, six mois au plus tard après la fin de l'année fiscale A) des copies certifiées conformes desdits comptes et états financiers vérifiés et B) un rapport desdits réviseurs comptables dont la portée et les détails sont jugés satisfaisants par la BADEA; et iii) soient fournis à la BADEA tous autres renseignements concernant lesdits comptes séparés et la comptabilité et les états financiers de l'ENAPOR et leur vérification que la BADEA peut raisonnablement demander.

Section 4.09 L'Emprunteur veille à ce que l'ENAPOR introduise et applique i) au plus tard le 1^{er} janvier 1984 ou avant toute autre date postérieure fixée par la BADEA, un nouveau système de comptabilité jugé satisfaisant par la BADEA; et ii) au plus tard le 1^{er} Janvier 1988 ou avant toute autre date postérieure fixée par la BADEA, une nouvelle tarification jugée acceptable par la BADEA.

ARTICLE V

Suspension et exigibilité anticipée

Section 5.01 Aux fins d'application de la Section (8.02) des Conditions Générales, les faits ci-après sont également spécifiés conformément aux dispositions du paragraphe (1-g) de ladite Section:

- a) L'Emprunteur ou toute autre autorité compétente a pris une mesure quelconque en vue de dissoudre ou de liquider l'ENAPOR ou de mettre un terme à son activité ou de suspendre ses opérations, à moins que l'Emprunteur n'ait pris toutes les dispositions nécessaires, jugées satisfaisantes et acceptables par la BADEA, pour veiller à l'exécution de toutes les obligations prévues par le présent Accord,
- b) Les statuts de l'ENAPOR approuvés par le décret loi n.º 58/82 du 19 Juin 1982 ou toute disposition qu'ils contiennent ou la nature ou la gestion de l'ENAPOR ont fait l'objet d'une modification importante de nature à compromettre la capacité de l'ENAPOR d'exécuter le Projet ou d'exploiter ses installations;
- c) i) Sous-réserve des dispositions de l'alinéa (ii) du présent paragraphe:
A) le droit de l'Emprunteur de retirer les fonds provenant de tout autre prêt ou don accordé à l'Emprunteur pour le financement du Projet a été suspendu ou annulé en tout ou en

partie, ou il y a été mis fin en tout ou en partie, conformément aux dispositions de l'accord octroyant ce prêt ou don; ou

B) ce prêt est dû et exigible avant l'échéance stipulée dans ledit accord.

ii) L'alinéa i) du présente paragraphe n'est pas applicable si l'Emprunteur établit, à la satisfaction de la BADEA, A) que ladite suspension, annulation, terminaison ou exigibilité anticipée n'est pas due à un manquement aux obligations incombant à l'Emprunteur en vertu dudit Accord et B) que l'Emprunteur peut obtenir auprès d'autres sources des fonds suffisants pour la réalisation du Projet à des conditions permettant à l'Emprunteur d'honorer les obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord.

Section 5.02 Aux fins d'application de la Section (9.01) des Conditions Générales les faits ci-après sont également spécifiés conformément aux dispositions du paragraphe (g) de ladite Section:

- a) l'un quelconque des faits spécifiés au paragraphe (a) et (b) de la Section (5.01) du présent Accord survient et persiste pendant soixante jours après notification donnée par la BADEA à l'Emprunteur; ou
- b) le fait spécifié au paragraphe (c-i-B) de la Section (5.01) du présent Accord est survenu, sous réserve des dispositions du paragraphe (c-II).

ARTICLE VI

Date d'entrée en vigueur Terminaison

Section 6.01 Au sens de la Section (12.01) (b) des Conditions Générales, l'entrée en vigueur de l'Accord de Prêt est également subordonnée à la condition suivante:

— Toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord visé dans l'Attendu (B) du présent Accord à l'exception de la condition relative à l'entrée en vigueur du présent Accord, ont été remplies.

Section 6.02 La date du 31 Juillet 1983 est spécifiée aux fins d'application de la Section (12.04) des Conditions Générales.

ARTICLE VII

Représentation de l'Emprunteur — Adresses

Section 7.01 Le Secrétaire d'Etat à la Coopération et au Plan de l'Emprunteur est le représentant de l'Emprunteur aux fins d'application de la Section (11.03) des Conditions Générales.

Section 7.02 Les adresses ci-dessous sont spécifiées aux fins d'application de la Section (11.01) des Conditions Générales:

Pour l'Emprunteur:

Secrétariat d'Etat à la Coopération et au Plan
— Boîte Postale N.º 217 — Praia — République
du Cap Vert.

Adresse télégraphique:

Cooperação — Praia

Autre adresse pour les messages télex:

N.º 52 Gover. CV — Praia

Pour la BADEA:

Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique — Boîte Postale N.º 2640 — Khartoum — République Démocratique du Soudan

Autre adresse pour les messages télex:

N.º 22248 — BADEA SD, ou 22739 — BADEA SD — Khartoum — Soudan

EN FOI DE QUOI, les parties au présent Accord, agissant par l'intermédiaire de leur représentant dûment autorisé à cet effet, ont fait signer le présent Accord en leur nom respectif à ALGER, les jour, mois et an que dessus. Le présent Accord est établi en double exemplaire arabe et français, le texte français étant conforme au texte arabe qui seul fait foi.

République du Cap Vert, Par Dr. *Arnaldo França*, Représentant autorisé — Secrétaire d'Etat aux Finances.

Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique — Par Dr. *Chedly AYARI*, Président-directeur général.

ANNEXE «I»

Tableau d'Amortissement

Date de l'échéance	Remboursement du principal (exprimé en dollars \$)
1. 15 Mai 1988	242.000
2. 15 Novembre 1988	252.000
3. 15 Mai 1989	263.000
4. 15 Novembre 1989	273.000
5. 15 Mai 1990	285.000
6. 15 Novembre 1990	292.000
7. 15 Mai 1991	312.000
8. 15 Novembre 1991	326.000
9. 15 Mai 1992	340.000
10. 15 Novembre 1992	354.000
11. 15 Mai 1993	372.000
12. 15 Novembre 1993	387.000
13. 15 Mai 1994	405.000
14. 15 Novembre 1994	423.000
15. 15 Mai 1995	443.000
16. 15 Novembre 1995	462.000
17. 15 Mai 1996	486.000
18. 15 Novembre 1996	507.000
19. 15 Mai 1997	522.000
20. 15 Novembre 1997	556.000
21. 15 Mai 1998	582.000
22. 15 Novembre 1998	609.000
23. 15 Mai 1999	638.000
24. 15 Novembre 1999	669.000

ANNEXE «II»

Description du Projet

- A. (i) — Reconstruction de deux quais:
 — 1 quai de 210 m de longueur et 9 m de profondeur; et;
 — 1 quai de 310 m de longueur et 7.5 m de profondeur.

(ii) — Remise en état et renforcement de la protection extérieure du quai de 210 m de longueur.

- B. (i) — Aménagement de zone de transit et de stockage (1 500 m²), d'aires pavées (10 000 m²) — construction de bâtiments administratifs, d'une route d'accès au port de 3 Km, d'un mur de protection douanière et d'infrastructure pour le fourniture d'eau et d'électricité.
- B. (ii) — Construction d'un quai additionnel de 86 m de longueur et 5 m de profondeur pour les opérations de pêche et de cabotage.
- C. Equipements de manutention pour les ports de PRAIA, MINDELO, BRAVA et Maio.
- D. Supervision des parties (A) (B) et (C) ci-dessus indiquées.
- E. Assistance technique pour des études de transport. L'achèvement du Projet est prévu pour Octobre 1988.

ANNEXE (A)

Biens et services devant être financés et affectation du Prêt de la BADEA

- A. Le tableau ci-dessous indique les catégories de biens et services financés au moyen du Prêt, le montant du Prêt affecté à chaque catégorie et le pourcentage de dépenses financé:

Catégorie	Montant affecté (exprimé en dollars \$)	% de dépenses financé
1. Génie Civil (Partie A du Projet)	1 082 000	9%
2. Génie Civil (Partie B du Projet)	2 671 000	100%
3. Equipement (Partie C du Projet)	3.416 000	100%
4. Supervision (Partie D du Projet)	0 720 000	100%
5. Non affecté	2 111 000	
Total	10 000 000	

- B. La BADEA peut, par voie de notification à l'Emprunteur, i) réaffecter tout montant relevant de la Catégorie 5 (non affecté) à l'une quelconque des autres catégories 1 à 4 dans la mesure où ledit montant est nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre de ladite autre catégorie, et ii) réaffecter tout montant relevant de l'une quelconque des catégories 1 à 4 à une autre des catégories 1 à 4 dans la mesure où ledit montant n'est plus nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre de la première catégorie mais est nécessaire au règlement de dépenses effectués au titre de l'autre catégorie.

ANNEXE «B»

Acquisition des biens et services

1. A moins que la BADEA n'en convienne autrement, tous les biens et services devant être financés au moyen du Prêt seront acquis par voie d'adjudication internationale.
2. L'Emprunteur soumet à l'approbation préalable de la BADEA tous les contacts et ordres proposés pour l'acquisition desdits biens et services.

3. L'Emprunteur enverra à la BADEA des copies des documents de l'adjudication internationale et il apportera auxdits documents les modifications que la BADEA pourra raisonnablement demander. Dans tous les cas, les soumissionnaire seront préqualifiés et l'Emprunteur transmettra à la BADEA une liste des soumissionnaires préqualifiés pour l'examen et l'approbation de la BADEA. A la suite de la réception et de l'évaluation des offres, l'Emprunteur présentera à la BADEA un rapport détaillé sur l'évaluation et la comparaison des offres reçues, accompagné de recommandations concernant l'attribution des marchés pour l'approbation desdites recommandations.

Decreto n.º 45/83

de 11 de Junho

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É encerrada a Embaixada da República de Cabo Verde na RDA.

Art. 2.º Este decreto produz efeitos a partir de 31 de Março de 1983.

Pedro Pires — Silvino da Luz — Oswaldo Lopes da Silva.

Promulgado em 3 de Junho de 1983.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

Decreto n.º 46/83

de 11 de Junho

António Aurélio Gonçalves, é figura proeminente do mundo das letras caboverdeanas, as quais muito lhe devem pelo contributo que deu em prol do seu engrandecimento e divulgação.

Atendendo à política do Governo de incentivar a produção artística e cultural, tornando-a cada vez mais acessível a amplas camadas da população;

Considerando a necessidade de assegurar ao referido escritor um certo desafogo material que evite a dispersão das suas potencialidades criadoras, pois a actual pensão de aposentação de que é beneficiário, pela sua modestidade, não lhe assegura aquele mínimo de estabilidade exigível.

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta:

Artigo 1.º Como complemento da pensão de aposentação, é atribuída mensalmente ao escritor António Aurélio Gonçalves, um subsídio de valor a fixar por despacho conjunto do Primeiro Ministro e do Ministro da Economia e das Finanças.

Art. 2.º As despesas decorrentes deste encargo serão suportadas pela competente rubrica do orçamento geral do Estado.

Art. 3.º O presente decreto entra em vigor e produz efeitos a partir de 1 de Maio de 1983.

Pedro Pires. — Oswaldo Lopes da Silva.

Promulgado em 4 de Junho de 1983.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

Decreto n.º 47/83

de 11 de Junho

A insuficiência de quadros de base com um mínimo de conhecimentos indispensáveis para o desenvolvimento da actividade da nossa administração pública aconselha a realização no país de cursos profissionais de curta duração.

Desejando dar resposta a esta solicitação, funcionou de Fevereiro de 1982 a Fevereiro do corrente ano no Centro de Formação e Aperfeiçoamento Administrativo um curso de formação de técnicos auxiliares de administração.

Torna-se assim conveniente proceder à sua institucionalização,

Nestes termos,

No uso da faculdade conferida pelo artigo 77.º da Constituição, o Governo decreta o seguinte:

Artigo 1.º É criado no Centro de Formação e Aperfeiçoamento Administrativo o Curso de Técnicos Auxiliares de Administração destinado a formar quadros de base para a administração pública central e local.

Art. 2.º O curso a que se refere o artigo anterior compreenderá um ciclo de formação teórica e um ciclo de formação prática, correspondendo a cada um a duração de seis meses.

Art. 3.º — 1. O ciclo de formação teórica abrange as disciplinas de:

- a) Português;
- b) Cálculo comercial;
- c) Dactilografia e expediente burocrático;
- d) Contabilidade;
- e) Administração pública;
- f) Legislação laboral.

2. O ciclo a que se refere o número anterior será procedido de uma fase propedêutica, com a duração de 30 dias, envolvendo as disciplinas de:

- a) Matemática;
- b) Português;
- c) Geografia; e
- d) Organização do Estado.

Art. 4.º O ciclo de formação prática realizar-se-á no seio de um departamento estatal, na categoria de escri-

turário-dactilógrafo de harmonia com a distribuição a fazer pelo director do CENFA.

Art. 5.º Poderão frequentar o curso os indivíduos que possuírem como habilitação mínima o ensino básico complementar.

Art. 6.º — 1. Ultimado o ciclo de formação teórica, os alunos com o aproveitamento de suficiente serão admitidos no ciclo de formação prática, findo o qual e nas mesmas condições, considerar-se-ão habilitados e poderão requerer o seu ingresso na carreira do pessoal técnico auxiliar de administração.

2. Considera-se suficiente o aproveitamento quando em resultado da média das provas o aluno obtiver classificação não inferior a dez valores.

3. A informação correspondente ao ciclo de formação prática será atribuída pelo responsável dos serviços de que o aluno é estagiário, a qual será remetida por carta confidencial ao director do CENFA, para efeitos de atribuição da classificação final.

4. A informação a que se refere o número anterior far-se-á acompanhar dos elementos justificativos que a determinaram, observando-se, para o efeito, o disposto no artigo 122.º do Estatuto do Funcionalismo.

Art. 7.º O disposto na última parte do número um do artigo anterior é aplicável aos indivíduos que a data da publicação do presente decreto estiverem habilitados com o curso de técnico auxiliar de administração.

Pedro Pires. — José Araújo.

Promulgado em 4 de Junho de 1983.

Publique-se.

O Presidente da República, ARISTIDES MARIA PEREIRA.

— oço —

GABINETE DO PRIMEIRO MINISTRO

Despacho

Considerando que, subjacente à criação de uma pensão a favor dos familiares dos combatentes mortos durante a luta de libertação nacional, está a ideia de assegurar-lhes a protecção que, em condições normais, o próprio combatente lhes dispensaria;

Considerando que a mesma questão também se põe em relação ao combatente que ficou incapacitado durante a referida luta, porquanto também ele, em consequência da incapacidade contraída, deixou de poder assegurar aos seus familiares os meios normais de sobrevivência;

Atendendo a que, em relação aos familiares deste último, a necessidade de protecção só se põe após a morte do combatente na medida em que a pensão vitalícia a que tem direito representa uma forma indirecta de protecção às pessoas que dele dependem;

Sob proposta do Conselho Nacional do PAICV;

Ao abrigo do artigo 5.º do Decreto-Lei n.º 79/79, de 25 de Agosto, determino:

1. Por morte do combatente que ficou incapacitado durante a luta de libertação, os familiares terão direito a uma pensão, cujo montante corresponderá a 50% da pensão vitalícia fixada àquele.

2. A pensão será atribuída com efeitos retroactivos à data do requerimento do beneficiário.

Gabinete do Primeiro Ministro, 30 de Maio de 1983.
— O Primeiro Ministro, *Pedro Pires.*

— oço —

MINISTÉRIO DOS TRANSPORTES E COMUNICAÇÕES

Despacho

Nos termos do disposto no artigo 41.º do Decreto-Lei n.º 5/78, de 4 de Fevereiro, delego no Director-Geral dos Transportes Terrestres a competência para a resolução dos seguintes assuntos dizendo respeito à Direcção-Geral respectiva:

1. Conferir posse aos funcionários;
2. Conceder licença disciplinar aos funcionários e autorizar o seu gozo dentro do país;
3. Autorizar deslocações dentro do país de funcionários bem como as despesas resultantes;
4. Autorizar a passagem de certidões e restituição de documentos.
5. Realizar despesas variáveis até ao limite de 25 000\$ desde que os encargos tenham cabimento nas verbas do orçamento ordinário do Estado atribuídas à Direcção-Geral dos Transportes Terrestres;
6. Transferência de funcionários entre os diversos departamentos da Direcção-Geral.

Ministério dos Transportes e Comunicações, 11 de Maio de 1983. — O Ministro, *Herculano Vieira.*

Despacho

Não tendo sido possível exigir, no corrente ano, o cumprimento do disposto da Portaria n.º 26/83, de 9 de Abril por não se dispôr de impresso próprio;

Tornando-se contudo necessário criar desde já as condições para seu cumprimento a partir de 1984;

Determino:

1. O fornecimento de impressos de modelo anexo a Portaria n.º 26/83, de 9 de Abril constitui exclusivo da Imprensa Nacional de Cabo Verde.

2. Os impressos deverão estar à venda nas Recebedorias de Finanças de todos os concelhos a partir de Fevereiro de 1984.

Ministério dos Transportes e Comunicações, 11 de Maio de 1983. — O Ministro, *Herculano Vieira.*

GABINETE DO PRIMEIRO MINISTRO

Direcção-Geral da Função Pública

Despachos do Camarada Primeiro Ministro:

De 10 de Maio de 1983:

Fernanda Ferreira Lopes Camões, licenciada em Medicina — nomeada, técnico superior de 1.ª classe, da Direcção-Geral de Saúde, ao abrigo do disposto no artigo 40.º do Decreto-Lei n.º 154/81, de 31 de Dezembro, conjugado com o artigo 27.º do Estatuto do Funcionalismo, com efeitos a partir de 1 de Fevereiro de 1983, nos termos da alínea a) do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 4.º, artigo 19.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 17 de Maio de 1983).

De 30:

Gago Heleno de Pina Cruz, 2.º oficial de nomeação definitiva da Direcção-Geral das Obras Públicas, ora destacado no Secretariado Administrativo do Fogo, nos termos do Decreto n.º 30/79 — transferido para o quadro do pessoal da Direcção-Geral da Administração Interna.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 4.º, artigo 29.º do orçamento vigente. Maria José dos Reis Mascarenhas Benchimol Prazeres, 1.º oficial, definitivo, do quadro do Ministério da Educação e Cultura — transferida, nos termos do Decreto n.º 14/76, de 5 de Março, para o quadro do pessoal da Repartição de Expediente do Gabinete do Ministro da Justiça.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 1.º, artigo 1.º do orçamento vigente. — (Anotados pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 7 de Junho de 1983).

Despachos do Camarada Ministro do Interior:

De 21 de Maio de 1983:

José Benjamin Freire de Carvalho, sub-chefe da Direcção Nacional de Segurança e Ordem Pública — exonerado, a seu pedido, com efeitos a partir de 15 de Maio de 1983.

Teodoro Lopes Almeida, agente de 2.ª classe da Polícia de Ordem Pública — exonerado a seu pedido, com efeitos a partir de 21 de Maio de 1983.

Maria Fernanda Benrós Lima, chefe de departamento, de nomeação definitiva, da Direcção-Geral da Administração Interna, exercendo, em comissão de serviço, o cargo de director de Gabinete do Ministro do Interior — autorizada a transitar, para director de 3.ª classe, nos termos do n.º 2 do artigo 35.º do Decreto-Lei n.º 154/81, com efeitos a partir de 11 de Maio do corrente ano.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 4.º, artigo 29.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 2 de Junho de 1983).

Despachos do Camarada Ministro da Educação e Cultura:

De 15 de Novembro de 1982:

Eurídes Ramos Costa — nomeada para, nos termos da alínea c) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, exercer as funções de professora de

3.º nível, 3.ª classe, da Escola Preparatória «Jorge Barbosa», devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

António Tavares do Rosário — revalidada a nomeação para, nos termos da alínea c) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, exercer as funções de monitor especial de 3.ª classe da Escola Preparatória «Jorge Barbosa», devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 8.º artigo 57.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 2 de Junho de 1983).

De 16:

São nomeados para desempenharem as funções de professores de posto escolar de serviço eventual do Departamento do Ensino Primário os seguintes indivíduos:

Augusto Simão Belchior.

José do Socorro Mendes.

Maria Mendes Furtado.

Os nomeados devem entrar imediatamente em exercício por urgente conveniência de serviço reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos da alínea a) do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

As despesas têm cabimento na dotação inscrita no capítulo 7.º, artigo 50.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 2 de Junho de 1983).

De 12 de Dezembro:

Daniel Monteiro dos Reis Araújo — nomeado para exercer, provisoriamente, nos termos do artigo 27.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de professor do 4.º nível, 3.ª classe do Liceu «Domingos Ramos».

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 23.º, artigo 164.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 3 de Junho de 1983).

De 3 de Janeiro de 1983:

Claudina do Nascimento Silva Rocha, monitora especial de trabalhos manuais — nomeada para, nos termos da alínea b) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, desempenhar interinamente, as funções de professora de 3.º nível, 3.ª classe, da Escola Preparatória «Jorge Barbosa», devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 8.º, artigo 57.º do orçamento vigente.

(Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 2 de Junho de 1983).

De 4:

Isidro Évora, João Baptista Fonseca e José António Duarte Lopes — nomeados para, nos termos da alínea c) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, exercerem as funções de professor de 3.º nível,

3.ª classe, do Liceu «Ludgero Lima», devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 22.º, artigo 156.º do orçamento vigente.

(Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 2 de Junho de 1983).

José Rui Gomes Semedo—nomeado para, nos termos da alínea c) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, exercer as funções de professor do 3.º nível, 3.ª classe, do Liceu «Domingos Ramos», devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 23.º, artigo 164.º do orçamento vigente.— (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 9 de Junho de 1983).

De 6:

Maria Lídia Soares Lopes, João dos Reis Pires de Lima, Carlos Alberto Gomes Duarte Lopes, João Lopes Livramento e António Nascimento Fortes Gomes — nomeados para, nos termos da alínea c) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, exercerem as funções de professor do 3.º nível, 3.ª classe, da Escola Industrial e Comercial do Mindelo, devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 24.º, artigo 171.º do orçamento vigente.— (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 2 de Junho de 1983).

De 16:

Sandrine Locombe — nomeada para, nos termos da alínea c) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, exercer as funções de professora do 3.º nível, 3.ª classe, do Liceu «Domingos Ramos», devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 23.º, artigo 164.º do orçamento vigente.— (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 9 de Junho de 1983).

De 25:

Maria José Gomes Rodrigues — nomeada para exercer, interinamente, nos termos do artigo 63.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de 3.º oficial da Secretaria-Geral do Ministério da Educação e Cultura.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 3.º, artigo 15.º, do orçamento vigente.— (Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 26 de Maio de 1983).

De 2 de Fevereiro:

Rosalina Julia Évora Ferro Lima — nomeada para exercer, em comissão de serviço, nos termos do artigo 35.º

do Estatuto do Funcionalismo, as funções de subinspector escolar da Inspeção-Geral, ficando colocada na Delegação da Inspeção Escolar do Sal.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 30.º, artigo 206.º do orçamento vigente.

Paulino Lima Fortes — nomeado para, nos termos da alínea c) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, exercer as funções de professor de 3.º nível, 3.ª classe do Liceu «Ludgero Lima», devendo entrar imediatamente em exercício por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 22.º, artigo 156.º do orçamento vigente.

De 12 de Fevereiro:

Hélder Filomeno de Lourenço Gomes de Pina — nomeado para, nos termos da alínea c) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, exercer as funções de monitor especial de 3.ª classe, da Escola Preparatória do Tarrafal, devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 15.º, artigo 109.º do orçamento vigente.

De 18:

Victória Rodrigues Tavares — nomeada para exercer o cargo de professora de posto escolar, de serviço eventual, devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos da alínea a) do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 7.º, artigo 59.º do orçamento vigente.— (Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 2 de Junho de 1983).

De 19:

São nomeados para, em regime de acumulação e nos termos da alínea c) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, exercerem as funções de professores do Liceu «Domingos Ramos», devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho, os seguintes indivíduos:

Maria Edelmira Moniz, técnica superior da Direcção-Geral das Pescas — professora do 4.º nível, a partir de 1 de Março de 1983;

Maria de Jesus Spencer, funcionária dos Correios e Telecomunicações — professora do 3.º nível, 3.ª classe, a partir de 28 de Fevereiro de 1983

Os encargos resultantes das despesas têm cabimento na dotação inscrita no capítulo 23.º, artigo 164.º do orçamento vigente.

(Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 9 de Junho de 1983).

De 14 de Março:

Adla Lima Barreto Regala — nomeada para, nos termos da alínea c) do artigo 67.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, exercer as funções de professora de 3.º nível, 3.ª classe, do Liceu «Domingos Ramos», devendo entrar imediatamente em exercício, por urgente conveniência de serviço, reconhecida por despacho desta mesma data, nos termos do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 23.º, artigo 164.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 2 de Junho de 1983).

De 2 de Maio:

Teresa Ana Lopes, professora do ensino básico elementar, de nomeação provisória — nomeada definitivamente no referido cargo, nos termos do § 2.º do artigo 27.º do Estatuto do Funcionalismo.

As despesas têm cabimento na dotação inscrita no capítulo 7.º, artigo 50.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em de de Maio de 1983).

Margarida Helena Medina dos Santos Fortes, escriturária-dactilógrafa de 1.ª classe do quadro auxiliar do Ministério da Educação e Cultura, colocada no Gabinete de Estudos — nomeada definitivamente no referido cargo, nos termos do § 2.º do artigo 27.º do Estatuto do Funcionalismo.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 3.º, artigo 15.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 2 de Junho de 1983).

Maria Alice Delgado, professora de posto escolar contratada — concedida a mudança de escalão correspondente à 1.ª classe do 2.º nível, nos termos do n.º 3 do artigo 60.º do Decreto-Lei n.º 152/79 de 31 de Dezembro, conjugado com o n.º 1 do artigo 59.º do mesmo diploma, ficando com o vencimento correspondente à letra «Q», com efeitos a partir de 25 de Abril de 1983.

Mercedes Pires Ferreira Duarte Leite, monitora especial de 3.ª classe, contratada — concedida a mudança de escalão correspondente à 2.ª classe, nos termos do n.º 2 do artigo 60.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, conjugado com os n.ºs 3 e 4, do artigo 66.º, do mesmo diploma, ficando com o vencimento correspondente à letra «K», com efeitos a partir de 9 de Fevereiro de 1983.

Maria Filomena Gonçalves Leite de Melo, monitora especial, contratada de trabalhos manuais — concedida a mudança de escalão correspondente a 2.ª classe, nos termos do n.º 2 do artigo 60.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, conjugado com o n.º 3, do artigo 66.º, do mesmo diploma, ficando com o vencimento correspondente à letra «K», com efeitos a partir de 7 de Abril de 1983.

Os encargos resultantes das despesas têm cabimento na dotação inscrita no capítulo 7.º, artigo 50.º do orçamento vigente. — (Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 26 de Maio de 1983).

De 11:

Alfredo Ribeiro Vaz — assalariado para exercer, nos termos do artigo 51.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de guarda nocturno da Escola Preparatória de Santa Catarina.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 10.º, artigo 72.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 2 de Junho de 1983).

De 13:

Edith da Madalena Martins Silva, professora de posto escolar, contratada — concedida a mudança de escalão correspondente à 2.º nível de 2.ª classe, nos termos do n.º 2 do artigo 60.º do Decreto-Lei n.º 152/79, de 31 de Dezembro, conjugado com o n.º 1, do artigo 59.º, do mesmo diploma, ficando com o vencimento correspondente à letra «R» com efeitos a partir de 24 de Março de 1983.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 7.º, artigo 50.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 26 de Maio de 1983).

De 21:

Celina Pereira Bastos Monteiro, professora de posto escolar de serviço eventual com colocação na Escola n.º 11, de Picos, concelho de Santa Catarina — exonerada, a seu pedido, das referidas funções.

Despacho do Camarada Ministro dos Transportes e Comunicações: :

De 4 de Abril de 1983:

Silvino Fernandes — nomeado para exercer, interinamente, nos termos do artigo 63.º, do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de piloto prático de 2.ª classe da Direcção-Geral da Marinha e Portos — Departamento Marítimo de Sotaventos.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 6.º, artigo 31.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 30 de Maio de 1983).

Despachos do Camarada Ministro da Justiça:

De 6 de Maio de 1983:

Eunice Ester Vieira Lopes e Maria Joana Rodrigues, escriturárias-dactilógrafas de 2.ª classe, provisória da Direcção-Geral dos Registos e do Notariado — promovidas, nos termos do n.º 2 do artigo 8.º do Decreto-Lei n.º 154/81, de 31 de Dezembro, a escriturárias-dactilógrafas de 1.ª classe da mesma Direcção-Geral, com efeitos a partir de 12 de Abril de 1983.

Pedro da Luz Monteiro, conservador dos registos de 3.ª classe, de nomeação definitiva, da Direcção-Geral dos Registos e do Notariado — promovido, nos termos do n.º 2 do artigo 30.º do Decreto-Lei n.º 10/82, de 13 de Fevereiro, a conservador dos registos de 2.ª classe, da mesma Direcção-Geral, com efeitos a partir de 6 de Maio de 1983.

Continua a exercer, em comissão ordinária de serviço as funções de conservador dos registos da Praia.

As despesas têm cabimento na dotação inscrita no capítulo 4.º, artigo 37.º do orçamento vigente. — (Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 26 de Maio de 1983).

Despachos do Camarada Ministro da Saúde e Assuntos Sociais:

De 10 de Maio de 1983:

Virgínia Arlete Ramalho — contratada para exercer, nos termos do artigo 45.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de auxiliar de 3.ª classe da Direcção-Geral de Saúde, ficando colocada em S. Nicolau.

Constança Rodrigues Salomão — contratada para exercer, nos termos do artigo 45.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de auxiliar de 3.ª classe, da Direcção-Geral de Saúde, ficando colocada na Ribeira Grande.

Filomena Isidora Ribeiro — contratada para exercer, nos termos do artigo 45.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de auxiliar de 3.ª classe, da Direcção-Geral de Saúde, ficando colocada no PMI/PF — Ribeira Grande.

As despesas têm cabimento na dotação inscrita no capítulo 4.º, artigo 19.º do orçamento vigente).

Alberto Évora Sequeira, condutor-auto de ligeiro de 3.ª classe da Direcção-Geral dos Assuntos Sociais — promovido, nos termos do n.º 3 do artigo 11.º do Decreto-Lei n.º 154/81, de 31 de Dezembro, a condutor-auto de ligeiro de 2.ª classe, da mesma Direcção-Geral, com efeitos a partir de 12 de Abril de 1983.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 8.º, artigo 61.º do orçamento vigente.

Ana Teresa Lopes Brito — contratada para exercer, nos termos do artigo 45.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de auxiliar de 3.ª classe da Direcção-Geral de Saúde, ficando colocada em S. Nicolau.

Adelina Maria Gomes Teixeira — contratada para exercer, nos termos do artigo 45.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de auxiliar de 3.ª classe da Direcção-Geral de Saúde, ficando colocada na Ribeira Grande.

Helena Neves Delgado — contratada para exercer, nos termos do artigo 45.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de auxiliar de 3.ª classe da Direcção-Geral de Saúde ficando colocada em S. Vicente.

Maria Fernanda Teixeira Barbosa Lima — contratada para exercer, nos termos do artigo 45.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de auxiliar de 3.ª classe da Direcção-Geral de Saúde, ficando colocada em S. Vicente.

Maria da Luz Silva Rodrigues — contratada para exercer, nos termos do artigo 45.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de auxiliar de 3.ª classe da Direcção-Geral de Saúde, ficando colocada em S. Vicente.

Silvino Monteiro Silva — assalariado para exercer, nos termos do artigo 51.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de agente sanitário da Direcção-Geral de Saúde.

João José Teixeira de Pina — assalariado para exercer, nos termos do artigo 51.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de cozinheiro de 2.ª classe da Direcção-Geral de Saúde.

De 14:

Maria Tereza Tavares Correia Rodrigues — nomeada para exercer, interinamente, nos termos do artigo 63.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de escriturária-dactilógrafa de 2.ª classe da Direcção-Geral de Saúde.

As despesas têm cabimentos na dotação inscrita no capítulo 4.º, artigo 19.º do orçamento vigente. — (Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 26 de Maio de 1983).

Despacho do Camarada Ministro da Habitação e Obras Públicas:

De 29 de Abril de 1983:

Alexandre José Vera Cruz, técnico profissional de 1.º nível, 1.ª classe, do quadro da Direcção-Geral das Obras Públicas — nomeado, definitivamente no referido cargo, nos termos do disposto no § 1.º do artigo 27.º do Estatuto do Funcionalismo.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 4.º, artigo 16.º do orçamento vigente. — (Anotado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 30 de Maio de 1983).

Despachos do Camarada Secretário de Estado Adjunto do Primeiro Ministro,

De 10 de Abril de 1983:

José António de Pina Tavares, condutor-auto de 3.ª classe, contratado, da Direcção do Jornal «Voz di Povo» — rescindido o referido contrato, a seu pedido.

De 26 de Maio:

Natália Correia Vera-Cruz, jornalista de 1.ª classe do quadro do pessoal contratado da Direcção-Geral de Informação, na situação de licença registada — concedida a licença ilimitada.

Despachos do Camarada Secretário de Estado da Cooperação e Planeamento:

De 21 de Abril de 1983:

Heduíges Lopes Moreno, escriturário-dactilógrafo de 1.ª classe, de nomeação definitiva, do Centro de Documentação Técnica e Científica — mandado transitar para o lugar de auxiliar de 1.ª classe, indo ocupar uma das vagas criadas pelo Decreto n.º 99/80, de 29 de Novembro.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 14.º, artigo 128.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 7 de Junho de 1983).

Despacho do Camarada Secretário de Estado das Finanças:

De 14 de Abril de 1983:

Luísa Pina de Sousa, viúva de António de Sousa, que foi **funcionário aposentado da Imprensa Nacional**, falecido no dia 13 de Fevereiro de 1983 — fixada, nos termos do artigo 9.º do Decreto n.º 52/75, de 8 de Fevereiro, a pensão de sobrevivência mensal de 3 200\$, a partir do mês de Março do corrente ano.

O encargo tem cabimento na verba do capítulo 16.º artigo 136.º — «Pensões de sobrevivência» — do orçamento vigente do Ministério da Economia e das Finanças. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 25 de Maio de 1983).

De 3 de Maio:

Maria Margarida Chantre Barreto, técnico superior de 2.ª classe da Inspeção-Geral de Finanças — nomeada, definitivamente, no referido cargo, nos termos do § 1.º, do artigo 27.º do Estatuto do Funcionalismo.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 15.º artigo 126.º do orçamento vigente. — (Anotado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 7 de Junho de 1983).

Despachos do Camarada Director-Geral da Função Pública, por delegação do Camarada Primeiro Ministro:

De 10 de Maio de 1983:

Maria Antunes da Silva, encarregada da rouparia do Hospital Central da Praia, desligado de serviço, para efeitos de aposentação, por despacho de 23 de Abril de 1975, publicado no *Boletim Oficial* n.º 21/75 — concedida a aposentação definitiva no lugar, com direito à pensão anual de 41 070\$, fixada de harmonia com o n.º 1 do artigo 6.º do Decreto n.º 52/75, correspondente a 37 anos de serviço prestado à Administração Colonial Portuguesa, incluindo o aumento de 1/5, nos termos do artigo 435.º do Estatuto do Funcionalismo.

Esta pensão deverá ser acrescida de todos os aumentos concedidos à classe inactiva a partir da data da sua desligação de serviço.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 16.º, artigo 138.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 26 de Maio de 1983).

De 13:

Henrique Gonçalves da Veiga, professor de posto escolar, contratado — conta para efeitos de mudança de classe, o seguinte tempo de serviço prestado ao Estado:

	A	M	D
De 7 de Outubro de 1969 a 30 de Junho de 1970	—	8	24
De 7 de Outubro de 1970 a 30 de Junho de 1971	—	8	24
De 7 de Outubro de 1971 a 30 de Junho de 1972	—	8	24

De 7 de Outubro de 1972 a 30 de Junho de 1973	—	8	24
De 8 de Outubro de 1973 a 31 de Julho de 1974	—	9	24
De 8 de Outubro de 1974 a 30 de Junho de 1975	—	8	23
De 12 de Outubro de 1975 a 5 de Agosto de 1976	—	9	24
De 8 de Outubro de 1976 a 5 de Agosto de 1977	—	9	28
De 7 de Outubro de 1977 a 30 de Junho de 1978	—	8	24
De 10 de Outubro de 1978 a 31 de Janeiro de 1983	4	3	22
Total	11	2	1

De 24:

Maria Albertina Socorro Monteiro, professora de posto escolar, contratada — conta para efeitos de mudança de classe, o seguinte tempo de serviço prestado ao Estado:

	A	M	D
De 29 de Novembro de 1977 a 30 de Junho de 1978	—	7	2
De 2 de Outubro de 1978 a 31 de Março de 1983	4	6	—
Total	5	1	2

Lourença Borges Fernandes, professora de posto escolar, contratada — conta, para efeitos de mudança de classe, o seguinte tempo de serviço prestado ao Estado:

	A	M	D
De 7 de Outubro de 1969 a 30 de Junho de 1970	—	8	24
De 7 de Outubro de 1970 a 30 de Junho de 1971	—	8	24
De 8 de Outubro de 1971 a 30 de Junho de 1972	—	8	23
De 8 de Outubro de 1972 a 31 de Julho de 1973	—	9	24
De 7 de Outubro de 1973 a 31 de Julho de 1974	—	9	25
De 7 de Outubro de 1974 a 30 de Junho de 1975	—	8	24
De 7 de Outubro de 1975 a 31 de Julho de 1976	—	9	25
De 8 de Outubro de 1976 a 31 de Julho de 1977	—	9	24
De 27 de Outubro de 1977 a 5 de Agosto de 1978	—	9	9
De 3 de Outubro de 1978 a 31 de Março de 1983	4	5	29
Total	11	5	21

Nicolau de Andrade, professor de posto escolar, contratado — conta, para efeitos de mudança de classe, o seguinte tempo de serviço prestado ao Estado:

	A	M	D
De 3 de Outubro de 1977 a 5 de Agosto de 1978	—	10	3
De 1 de Novembro de 1978 a 28 de Fevereiro de 1983	4	3	28
Total	5	2	1

De 2 de Junho:

Maria Aidil Amália Soares de Carvalho, 1.º oficial de nomeação definitiva, da Direcção-Geral da Função Pública, na situação de licença registada — prorrogada por mais seis meses, a referida licença, com efeitos a partir de 10 de Maio de 1983.

Armando Sanches Cardoso, contínuo, contratado, do quadro auxiliar do Ministério da Educação e Cultura — desligado de serviço para efeitos de aposentação por ter sido julgado incapaz de todo o serviço, conforme parecer da Junta de Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 16 de Dezembro de 1982, homologado por despacho do Camarada Ministro da Saúde e Assuntos Sociais, de 5 de Janeiro de 1983, devendo ser abonado da pensão provisória anual de 56 304\$, sujeita a rectificação, calculada de harmonia com o n.º 7 do artigo 4.º e n.º 1 do artigo 6.º, ambos do Decreto n.º 52/75, correspondente a 34 anos de serviço prestado à Administração Colonial Portuguesa e ao Estado de Cabo Verde, incluindo o aumento de 1/5, nos termos do artigo 435.º do Estatuto do Funcionalismo.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 16.º, artigo 133.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 2 de Junho de 1983).

De 9:

Bernardo Sá Nogueira, agente de 1.ª classe da Polícia Económica Fiscal, da Direcção Nacional de Segurança e Ordem Pública — desligado de serviço para efeito de aposentação, por ter sido julgado incapaz de continuar a exercer as suas actividades profissionais, conforme parecer da Junta de Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 31 de Março de 1983, fixado a pensão provisória anual de 90 000\$, sujeita a rectificação, calculada de harmonia com o n.º 1 do artigo 6.º do Decreto n.º 52/75, correspondente a 40 anos de serviço prestado à Administração Colonial Portuguesa e ao Estado de Cabo Verde, incluindo o aumento de 1/5, nos termos do artigo 435.º do Estatuto do Funcionalismo.

A esta pensão deverá ser acrescida da percentagem prevista na alínea c) do Decreto-Lei n.º 147/79, para a classe inactiva.

O encargo resultante da despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 16.º artigo 133.º do orçamento vigente. — (Visado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 9 de Junho de 1983).

Despacho do Camarada Director do Hospital Central da Praia, por delegação do Camarada Ministro da Saúde e Assuntos Sociais:

De 28 de Maio de 1983:

Domingos dos Santos, aprendiz da Direcção-Geral de Saúde — homologado o parecer da Junta de Saúde de Sotavento, emitido em sessão de 26 de Maio de 1983, que é do seguinte teor:

«Presentado. Apto a retomar as suas actividades profissionais».

Despachos do Camarada Director Regional de Saúde de Barlavento, por delegação do Camarada Ministro da Saúde e Assuntos Sociais:

De 17 de Maio de 1983:

Cândido Elias Fortes, filho da professora contratada do Liceu «Domingos Ramos», Maria Bernardete Lopes de

S. Ferreira Fortes — homologado o parecer da Junta de Saúde de Barlavento, emitido em sessão de 12 de Maio de 1983, que é do seguinte teor:

«Que o observado está apto a retomar as suas actividades escolares. Curado».

Obs: Regressado de Portugal onde esteve em tratamento.

Maria Helena Évora Gomes Delgado, filha do contínuo da Escola Industrial e Comercial do Mindelo, João Santiago Delgado — homologado o parecer da Junta de Saúde de Barlavento, emitido em sessão de 12 de Maio de 1983, que é do seguinte teor:

«Que a observada deve ser seguida por enquanto, pelo seu médico assistente».

Deliberações do Conselho Deliberativo da Boa Vista:

De 16 de Dezembro de 1982:

João Damasceno Ramos — contratado para exercer nos termos do artigo 45.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de operador de Central Eléctrica de 3.ª classe, do Secretariado Administrativo do concelho da Boa Vista.

Antónia Andrade dos Santos — assalariada, para exercer nos termos do artigo 51.º do Estatuto do Funcionalismo, o cargo de servente de 2.ª classe do Secretariado Administrativo do concelho da Boa Vista.

As despesas têm cabimento na dotação inscrita no capítulo 2.º, artigo 18.º, n.º 1 do orçamento vigente.

(Visadas pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 30 de Maio de 1983).

Extracto de contrato de prestação de serviço:

Josiane Paule Martin, assistente social — contratada para, prestação de serviço como professora cooperante do II Curso de Formação de Animadores Sociais da Direcção-Geral dos Assuntos Sociais, com direito a um salário mensal de 13 300\$ (treze mil e trezentos escudos).

Este contrato é válido de 1 de Abril de 1983 até 31 de Outubro de 1984, podendo ser renovado por mútuo acordo entre as partes.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 8.º, artigo 61.º do orçamento vigente. — (Anotado pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 17 de Maio de 1983).

COMUNICAÇÃO

Para os devidos efeitos, comunica-se que faleceu no dia 14 de Maio do corrente ano, o escriturário-dactilógrafo de 2.ª classe, Pedro Nascimento Pires, do Ministério dos Negócios Estrangeiros, colocado no Consulado de Cabo Verde em S. Tomé e Príncipe, na sequência de um acidente de viação.

RECTIFICAÇÕES

Por terem sido publicados com inexactidões no *Boletim Oficial* n.º 22/83, novamente se publica:

Despachos do Camarada Ministro da Justiça:

De 17 de Abril de 1983:

João Pedro Mendes Martins — nomeado, nos termos do artigo 56.º do Estatuto do Pessoal Judiciário, para exercer, em comissão de serviço, as funções de procurador

sub-regional da República de 2.ª classe, do quadro da Magistratura do Ministério Público, com colocação na Sub-Região da Brava.

Entra imediatamente em funções, sem dependência prévia do visto e publicação nos termos da alínea a) do n.º 1 do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

João da Cruz Pereira — nomeado, nos termos do artigo 56.º do Estatuto do Pessoal Judiciário, para exercer, em comissão de serviço, as funções de procurador sub-regional da República de 2.ª classe, do quadro da Magistratura do Ministério Público, com colocação na Sub-Região do Porto Novo e com efeitos a partir de 1 de Julho de 1983.

As despesas têm cabimento na dotação inscrita no capítulo 9.º, artigo 85.º do orçamento vigente.

(Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 13 de Maio de 1983).

Por ter sido publicado com inexactidão no *Boletim Oficial* n.º 22/83, novamente se publica o seguinte:

Despacho do Camarada Ministro da Justiça:

De 2 de Maio de 1983:

Adelaide Silva, candidata classificada em concurso — nomeada para definitivamente, desempenhar as funções de ajudante de escrivão de Direito de 2.ª classe, do quadro das Secretarias Judiciais e do Ministério Público, nos termos do § 1.º do artigo 27.º do Estatuto do Funcionalismo, conjugado com o artigo 42.º — 3 do Estatuto do Pessoal Judiciário, ficando colocada no Tribunal Criminal da Praia.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 7.º, artigo 60.º, do orçamento vigente.

José Delgado Vaz — nomeado para desempenhar interinamente as funções de oficial de diligências de 3.ª classe, do quadro das Secretarias Judiciais e do Ministério Público, nos termos dos artigos 49.º — 4 e 63.º dos Estatutos do Pessoal Judiciário e do Funcionalismo, com colocação no Tribunal Sub-Regional do Porto Novo.

O ora nomeado entra imediatamente em funções sem dependência prévia do visto e publicação, nos termos da alínea a) do n.º 1 do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 52/79, de 9 de Junho.

A despesa tem cabimento na dotação inscrita no capítulo 7.º, artigo 66.º, do orçamento vigente.

(Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas, em 17 de Maio de 1983).

Por ter saído com inexactidão no *Boletim Oficial* n.º 22/83, novamente se publica o seguinte:

Despacho do Camarada Ministro da Justiça:

De 2 de Maio de 1983.

Joaquim Martins Tavares, candidato classificado em concurso — nomeado para exercer, provisoriamente, nos termos dos artigos 27.º e 48.º — 3 dos Estatutos do Funcionalismo e do Pessoal Judiciário, o cargo de ajudante de escrivão de Direito de 2.ª classe, ficando colocado no Tribunal Cível da Praia.

Oswaldo Emiliano Fonseca Santos, candidato classificado em concurso — nomeado para exercer, provisoriamente, nos termos dos artigos 27.º e 48.º — 3 dos Estatutos do

Funcionalismo e do Pessoal Judiciário, o cargo de ajudante de escrivão de Direito de 2.ª classe, continuando colocado no Tribunal Regional de S. Vicente. Olivio Socorro Barbosa, candidato classificado em concurso — nomeado para exercer, provisoriamente, nos termos dos artigos 27.º e 48.º — 3 dos Estatutos do Funcionalismo e do Pessoal Judiciário, o cargo de ajudante de escrivão de Direito de 2.ª classe, continuando colocado no Tribunal Cível da Praia.

As despesas têm cabimentos na dotação inscrita no capítulo 7.º, artigo 66.º do orçamento vigente.

(Visados pelo Tribunal Administrativo e de Contas em 17 de Maio de 1983).

Lista graduada de classificação dos concorrentes aos lugares de escriturário-dactilógrafo do quadro da Direcção-Geral do Trabalho e Emprego, cujo anúncio de concurso se encontra publicado no *Boletim Oficial* n.º 44/82, de 30 de Outubro de 1982, homologado por despacho do Secretário de Estado-Adjunto do Primeiro Ministro de 26 de Maio de 1983.

Admitidos:

	Valores
Maria de Jesus Gomes Monteiro Gonçalves	17,3
Maria Filomena Monteiro Semedo	17
Lúcio Cabral Mendes	14,5
Maria Duarte Silva	14
Ana Maria Nascimento Cardoso	13,5
Antónia Spencer Andrade Santos	13
Isabel Maria Almeida da Graça	12,5
Dolores de Jesus Pinheiro	12
Antelmo Fonseca Santos	11,5
Vera Tatina Cabral Almeida Lima	10,9
Augusta Delgado Brito Vieira	10,5

Reprovados:

Estela Carvalho Freire da Costa;
Manuela Tavares Semedo;
Adólcia Helena Isabel B. Martins Lopes;
Arlinda Tavares Moreira;
Anastácia Baessa Coelho Mendonça;
Guilhermina Oliveira Mendes.

Não compareceram às provas:

Lisa Soares Silva;
Maria Filomena Semedo Tavares;
Maria Antonieta Semedo Aguiar;
José António Mello Ramos da Silva Lopes;
Elias António Vieira Moniz;
Miguel Horta da Silva;
Maria de Encarnação R. de Oliveira Fernandes;
João Pedro Souto Barbosa;
Maria Aldina Mendes Freire;
João Barbosa de Carvalho;
António Silva Varela;
Mário Mendes dos Santos Tavares;
Maria de Lourdes Lopes de Brito;
Maria Adelaide M. Barbosa Amado;
Eduardo Pereira Tavares;
Armanda Celina Silva Sanches Tavares;
Orlando Tavares;
Maria da Luz da Silva Abreu;
Maria Teresa Teixeira Nunes;
Lourinda de Sousa Moreno;
Neusa Fonseca Domingos Lima.

Direcção-Geral da Função Pública, na Praia, 11 de Junho de 1983. — O Director-Geral Noel Monteiro de Sousa Pinto.

CONTAS E BALANCETES DIVERSOS

MINISTÉRIO DA ECONOMIA E DAS FINANÇAS

BANCO DE CABO VERDE

Secretaria de Estado das Finanças

Praia (Santiago)

Direcção-Geral das Alfândegas

**Direcção das Relações com o Estrangeiro
e do Controlo de Câmbios**

Alfândega da Praia

EDITAL

Notas Estrangeiras

Ramiro Barbosa Vicente, director da Alfândega da Praia, por substituição.

Cotações de Câmbios

Faço saber que, nos termos dos n.ºs 2.º e 3.º da Portaria Ministerial n.º 10 393, de 14 de Maio de 1943, é por este meio notificado Alfredo da Silva, na qualidade de consignatário, a despachar a seguinte mercadoria dentro do prazo de 15 dias, a contar da data da publicação deste edital, sob pena de se proceder de acordo com a lei.

Em 25/5/83

N.º 32/83

Notas	Dívidas	Compras	Vendas
África do Sul	Rand	48\$21	55\$45
Alemanha... ..	Marco	26\$15	28\$23
América 1 e 2... ..	Dólares	66\$18	71\$52
América 5 a 1 000 ...	Dólares	66\$68	72\$02
Aústria	Xelim	3\$70	4\$01
Bélgica	Franco	1\$22	1\$38
Canadá 1 e 2	Dólares	53\$62	58\$02
Canadá N. Grandes	Dólares	54\$18	58\$52
Dinamarca	Coroa	7\$29	7\$88
Espanha	Peseta	3439	3497
Finlândia... ..	Markka	12\$06	13\$03
França	Franco	8\$69	9\$40
Holanda	Florim	23\$25	25\$11
Inglaterra... ..	Libra	105\$74	114\$21
Itália... ..	Lira	\$040	\$046
Japão... ..	Iene	\$255	\$290
Noruega	Coroa	9\$26	10\$01
Senegal	C. F. A.	\$173	\$197
Suecia	Coroa	8\$77	9\$48
Suiça... ..	Franco	31\$59	34\$13
Portugal... ..	Escudos	\$658	\$711

Direcção das Relações com o Estrangeiro e do Controlo de Câmbios, na Praia, 3 de Junho de 1983. — Pela Direcção *António Lopes da Luz*.

1 atado com 1 cama e 1 colchão, vindos no navio a motor «Cabo Bojador», entrado neste porto em 9 de Abril de 1980, sob a contramarca fiscal n.º 51/80 e o conhecimento de embarque n.º 45-C, de Lisboa, objecto do processo administrativo n.º 72/83.

E, para constar e devidos efeitos, se fez este e outros de igual teor que serão afixados nos lugares públicos de costume, publicando-se um exemplar no *Boletim Oficial*.

Alfândega da Praia, 4 de Junho de 1983. — Pelo Director, *Ramiro Barbosa Vicente*.

(104)

EDITAL

Ramiro Barbosa Vicente, director da Alfândega da Praia, por substituição.

Faço saber que, nos termos dos n.ºs 2.º e 3.º da Portaria Ministerial n.º 10 393, de 14 de Maio de 1943, é por este meio notificado José Pires Borges, na qualidade de consignatário, a despachar a seguinte mercadoria dentro do prazo de 15 dias, a contar da data da publicação deste edital, sob pena de se proceder de acordo com a lei.

1 atado com 2 mesas de cabeceira, vindos no navio a motor «Independência», entrado nesse porto em 10 de Maio de 1979, sob a c/m fiscal n.º 46/79 e o conhecimento de embarque n.º 73, de Lisboa, objecto do processo administrativo n.º 71/83.

E, para constar e devidos efeitos, se fez este e outros de igual teor que serão afixados nos lugares públicos de costume, publicando-se um exemplar no *Boletim Oficial*.

Alfândega da Praia, 4 de Junho de 1983. — Pelo Director, *Ramiro Barbosa Vicente*.

(105)

EDITAL

Ramiro Barbosa Vicente, director da Alfândega da Praia, por substituição.

Faço saber que, nos termos dos n.ºs 2.º e 3.º da Portaria Ministerial n.º 10 393, de 14 de Maio de 1943, é por este meio notificado Rosa Maria Augusta, na qualidade de consignatária, a despachar a seguinte mercadoria dentro do prazo de 15 dias, a contar da data da publicação deste edital, sob pena de se proceder de acordo com a lei.

1 grade com roupas e objectos de uso pessoal, 1 mala com roupas e 2 volumes com mesas de cabeceira, vindos no navio a motor «Cabo Bojador», entrado neste porto em 8 de Agosto de 1979, com a c/m fiscal n.º 81/79 e o conhecimento de embarque n.º 1-C, de Lisboa, objecto do processo administrativo n.º 69/83.

E, para constar e devidos efeitos, se fez este e outros de igual teor que serão afixados nos lugares públicos de costume, publicando-se um exemplar no *Boletim Oficial*.

Alfândega da Praia, 4 de Junho de 1983. — Pelo Director, *Ramiro Barbosa Vicente*.

(106)

AVISOS E ANÚNCIOS OFICIAIS

GABINETE DO PRIMEIRO MINISTRO

Direcção-Geral da Função Pública

AVISO

Precedendo autorização superior torna-se público que fica convertido o concurso da extinta categoria de ajudante de tráfego, assalariado, do quadro do tráfego das Alfândegas, em concurso para categoria de auxiliar de 3.ª classe do quadro do pessoal auxiliar das Alfândegas, ao qual poderão ser admitidos, querendo, todos os cidadãos nacionais que satisfaçam as condições legalmente exigidas e assim o requeiram dentro da dilacção de 30 dias, sem prejuízo dos candidatos que já tinham introduzido os seus pedidos de admissão na vigência do anúncio publicado no *Boletim Oficial* n.º 11/81, de 14 de Março.

Direcção-Geral da Função Pública, na Praia, 9 de Junho de 1983. — O Director-Geral, *Noel Monteiro de Sousa Pinto*.

**MINISTÉRIO DOS TRANSPORTES
E COMUNICAÇÕES**

Direcção-Geral dos Transportes Terrestres

ANÚNCIO

De acordo com o despacho do Camarada Ministro dos Transportes e Comunicações de 11 de Maio do corrente ano o contingente de táxis na ilha do Sal é alterado para 30 (trinta) pelo que se torna público que pelo prazo de 60 (sessenta) dias, a contar da data da publicação do presente anúncio no *Boletim Oficial*, se acha aberto concurso documental na Direcção-Geral dos Transportes Terrestres para preenchimento de 13 vagas de táxis na ilha do Sal.

Mais se avisa que três das vagas existentes são reservadas a candidatos que residem em Santa Catarina e declaram expressamente que dão preferência ao preenchimento de lugares naquela praça.

Os requerimentos serão dirigidos ao Camarada Ministro dos Transportes e Comunicações.

Direcção-Geral dos Transportes Terrestres, na Praia, 12 de Maio de 1983. — O Director Geral, *Adriano de Oliveira Lima*, técnico superior principal.

ANÚNCIOS JUDICIAIS E OUTROS

MINISTÉRIO DA JUSTIÇA

Direcção-Geral dos Registos e do Notariado

Cartório Notarial da Região de 1.ª Classe da Praia

NOTÁRIO: JORGE RODRIGUES PIRES

JUSTIFICAÇÃO NOTARIAL

Certifico narrativamente, para efeitos de publicação, que neste Cartório a meu cargo e no livro de notas para escrituras diversas n.º 20/A, se encontra exarada de folhas setenta e cinco verso a setenta e sete, uma escritura de

Justificação Notarial, com a data de dois de Junho do ano em curso, na qual Adriano Fortes Lopes, casado sob o regime de comunhão de adquiridos com Dona Maria André Gonçalves de Pina Lopes, funcionário público, natural desta ilha, residente no Bairro Kwame N'Krumah desta cidade, se declara com exclusão de outrem, dono e legítimo possuidor, do seguinte prédio: «Prédio urbano, rés-do-chão, moradia, situado em Achadinha, construído de pedra com argamassa de cimento e areia, rebocado por dentro e emboçado por fora com argamassa de cimento e areia, composto de dois compartimentos cimentados e cobertos com laje de betão armado e quintal térreo, que confronta do Norte e Oeste com a via pública, do Sul com Orlando Jorge dos Santos e do Leste com Constantina Maria Brito, inscrito na matriz da freguesia de Nossa Senhora da Graça sob o número três mil e cinquenta e seis, com o rendimento colectável de seis mil cento e vinte escudos, a que corresponde o valor matricial de cento e vinte e dois mil e quatrocentos escudos, o qual não se encontra descrito na Conservatória dos Registos da Região de Primeira Classe da Praia, conforme se vê da certidão negativa lá passada, que arquivo.

Que o outorgante não adquiriu este prédio por contrato, nem por sucessão, mas por título de aquisição originário, por o ter construído com o seu trabalho e com o seu material empregado nessa construção.

Que, assim, não pode provar o seu domínio por documentos ou por meios normais e para suprir essa falta de título escrito, vem por este meio justificar o seu domínio e propriedade do mencionado prédio.

Está conforme o original.

Cartório Notarial da Região de Primeira Classe da Praia, aos oito dias do mês de Junho do ano de mil novecentos e oitenta e três. — O Notário, *Jorge Rodrigues Pires*.

CONTA:

Art.º 18.º n.ºs 1 e 2	...	...	70\$00
Cofre Geral	...	...	7\$00
Reembolso	...	...	3\$00
Selos...	...	...	25\$00
Soma	...	...	105\$00

(Cento e cinco escudos) — Conferida, *ilegível*. Registada sob o n.º 2742/83.

(107)